

Pierre-Larry Petrone

# RAPPORT DE MISSION

**Kaboul, la déchirure  
Septembre 2011**

افغانستان آزاد  
**Afghanistan libre**



PROJET AFGHANISTAN



ICRC



## REMERCIEMENTS

L'écriture de ce rapport n'aurait pas pu être possible sans le concours d'un certain nombre de personnes, qu'elles soient ici remerciées.

Ma reconnaissance s'adresse à toutes celles et ceux qui ont accepté de m'accorder un entretien (particulièrement Alberto Ceico, Directeur de l'office du CICR sur le programme orthopédique ; Kate Rowlands de la maison des enfants, les drogués, les travailleurs sociaux de Médecin du Monde, Olivier Coordinateur de MDM et les employés d'Afghanistan Libre et notamment Nazim et Myriam), m'ont conseillé dans mes recherches bibliographiques et/ou dans le choix de mes entretiens et qui m'ont fait parvenir des documents très utiles pour ce rapport.

D'une manière plus générale, je remercie toutes celles et ceux qui ont contribué de près ou de loin à l'élaboration de ma mission en Afghanistan et à la rédaction de ce rapport.

## SOMMAIRE

1. Contexte
2. Appels des Ongs
3. Situation humanitaire en Afghanistan (Septembre 2011)
4. Rapport d'activité de Médecin du Monde en Afghanistan
5. Rapport d'activité d'Afghanistan Libre
6. Extrait de Lettres
7. Photographies

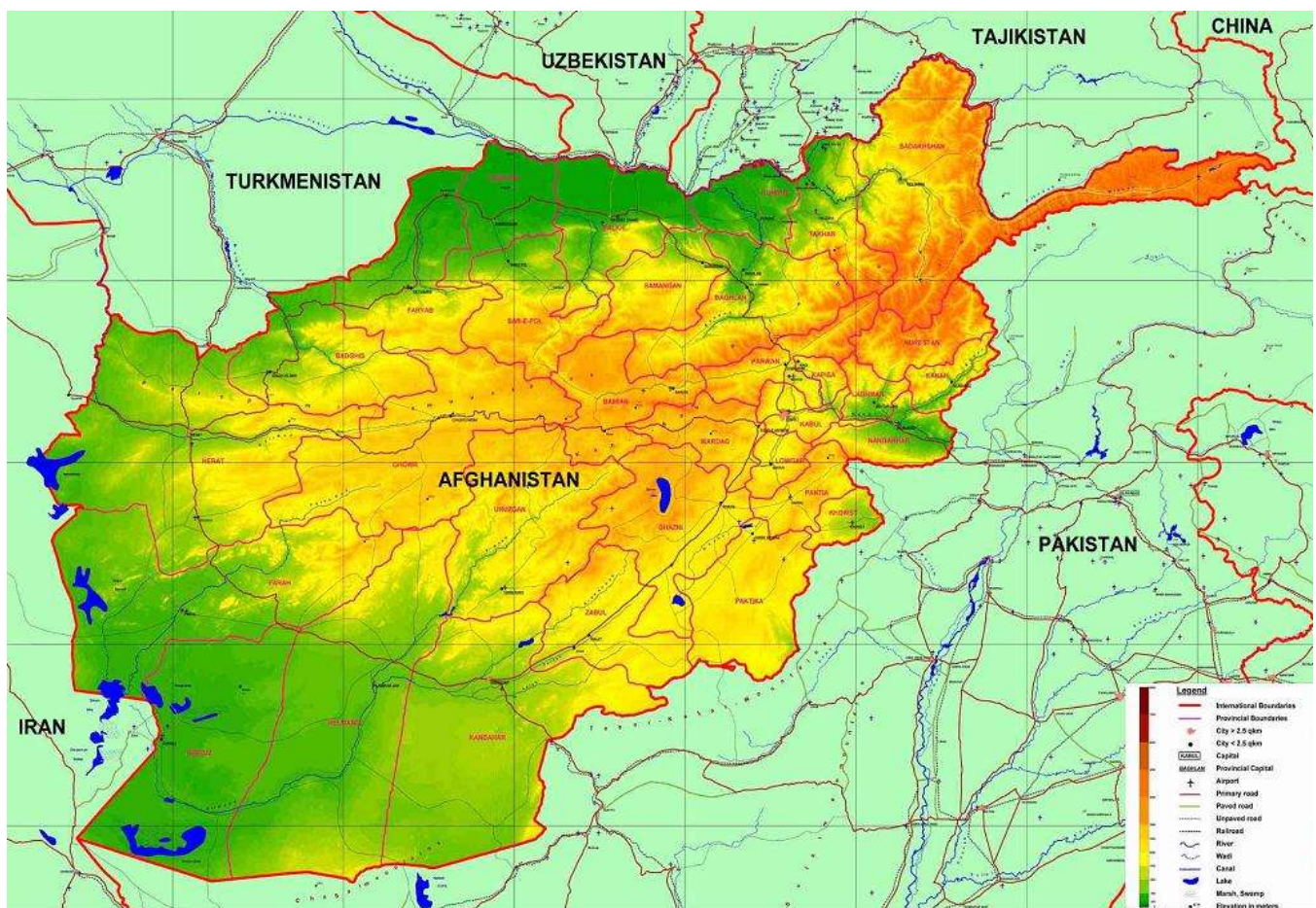
## 1/ Contexte :

25 années de guerre, la valse des régimes politiques et des sécheresses successives ont rendu le quotidien du peuple afghan très difficile. Les moyens mis en œuvre par la communauté internationale en matière d'aide et développement n'ont pas eu une grande influence sur la reconstruction et la sécurité. Il en résulte que la population ne constate guère d'amélioration sécuritaire, économique et politique.

En Afghanistan les indicateurs de santé restent parmi les plus mauvais du monde : la mortalité infantile est de 250 pour mille et la mortalité en couches de 1,6 % en moyenne. Les Talibans, qui ont perdu le pouvoir en novembre 2001, font, pour la plupart, toujours partie du paysage politique afghan et essaient de saper l'autorité du gouvernement d'Hamid Karzaï. D'autre part, les chefs de guerre du Nord - qui n'ont pas déposé les armes - reconstituent leurs réseaux et importent de nouvelles armes. L'insécurité qui en résulte empêche les ONG d'intervenir dans une grande partie du pays et les incidents se multiplient.

Malgré un processus de démocratisation en cours ainsi que des tentatives de normalisation et de sécurisation, les enjeux de la reconstruction institutionnelle et socioéconomique restent un défi pour les autorités afghanes.

Le retour de millions de réfugiés d'Iran et du Pakistan, essentiellement à Kaboul, accentue des phénomènes de paupérisation nouvelle. Par ailleurs, l'Etat n'est pas encore en mesure d'assurer les charges de santé publique, et l'accès aux soins pour la population civile, notamment pour les femmes et les enfants, reste fortement entravé.



## **2/ Appel des Ongs**

Les ONG signataires de cet appel, qui travaillent depuis de nombreuses années sur le terrain aux côtés des Afghans, alertent les parlementaires français sur les dangers d'une lecture exclusivement militaire de la crise afghane et sur le nécessaire renforcement d'une aide humanitaire et de développement aux populations de l'Afghanistan.

Leurs principales recommandations portent sur les points suivants :

**1) Les aides à la société civile et à la reconstruction demeurent les leviers essentiels du retour à la paix et du développement en Afghanistan. L'engagement pris lors de la conférence internationale du 12 juin dernier, d'une augmentation de l'aide française à la reconstruction et au développement doit être mis en œuvre sans tarder.**

L'accès de tous les Afghans à la sécurité alimentaire, à l'eau, aux soins primaires, à l'éducation et au logement constitue le socle indispensable à toute reconstruction, au développement et à la stabilité de l'Afghanistan.

Le processus de reconstruction ne doit pas oublier les plus pauvres. Les mécanismes d'aide civile destinés à lutter contre ces dynamiques d'exclusion doivent être renforcés.

**2) L'accroissement des besoins humanitaires exige que restent en place des mécanismes d'aide d'urgence.**

Un dernier hiver particulièrement rigoureux et l'aggravation de la sécheresse ont dégradé les facteurs de sécurité alimentaire et d'accès à l'eau pour une grande partie de la population. L'inflation des prix des denrées alimentaires, qui s'est accélérée ces trois derniers mois rend la situation intenable pour un nombre grandissant de familles. On estime que plus de 60% du budget des ménages passe désormais dans l'achat du pain.

L'intensification du conflit entraîne des déplacements de population fuyant les combats et le nombre de victimes civiles du fait des opérations conduites par la coalition internationale, par les forces afghanes ou par les insurgés est en augmentation de plus de 65% par rapport à l'année dernière, représentant plus de 700 victimes depuis le début de l'année.

L'afflux des réfugiés afghans, renvoyés d'Iran et du Pakistan entraîne d'importants besoins en logement, eau et assainissement qui doivent être couverts pour éviter les tensions avec les populations hôtes.

Les mines, sous-munitions non explosées et autres résidus explosifs de guerre constituent une menace et un obstacle à la reconstruction économique et sociale du pays, et au retour des réfugiés. Actuellement au moins 17% de la population vit dans des zones dangereuses. L'effort déjà consenti pour neutraliser ces engins doit être poursuivi.

**3) Les ONG souhaitent qu'il soit clairement compris que l'apaisement ne peut être attendu d'une victoire militaire mais ne peut résulter que d'une transformation politique sociale et économique.**

Les lenteurs dans les transformations de la société et de l'économie afghanes sont à l'origine des ressentiments donc de l'insécurité.

**4) Les décaissements de l'aide internationale doivent gagner considérablement, non seulement en volume, mais en rapidité et en pertinence.**

Les cas de gabegie dénoncés en juin dernier lors de la conférence de la société civile ne doivent plus se reproduire.

**5) Les ministères afghans doivent être mis en mesure, grâce à une assistance technique appropriée, d'utiliser tous les crédits dont ils disposent (ce qui n'est pas encore le cas) et de le faire au profit des populations sans gaspillage ni détournement.**

**6) Les ONG souhaitent voir leur mission transférée aux acteurs afghans, mais dans la situation actuelle, elles estiment leur action indispensable et digne d'être soutenue. Malgré les conditions difficiles d'accès et de sécurité, de nombreuses ONG continuent de travailler auprès des populations afghanes et apportent une aide qui touche des populations vulnérables dans des secteurs essentiels comme la santé, l'agriculture ou l'éducation.**

Ainsi, les ONG signataires de cet appel apportent une aide à 21 600 communautés rurales et dans toutes les grandes villes. Elles mettent en œuvre des programmes d'urgence ou de développement en milieu rural ou urbain et contribuent à assurer la stabilité du pays, dans les zones où elles seules peuvent travailler avec la confiance des populations.

Elles contribuent au développement des compétences afghanes dans les nombreux domaines où elles exercent leurs activités. Elles complètent et accompagnent le travail des fonctionnaires de services publics

**7) La distinction entre acteurs militaires et acteurs humanitaires doit être clairement affirmée dans les discours et dans les actes afin que les seconds puissent conserver leur capacité d'accès aux populations.**

Fidèles à leurs principes de neutralité politique, ethnique et religieuse, les ONG réaffirment leur identité d'acteurs non gouvernementaux, attachés à apporter une aide impartiale, indépendante de considérations géopolitiques ou stratégiques et tournée vers la réponse aux besoins et aspirations de la population afghane.

Le gouvernement doit veiller à ne pas assimiler l'aide apportée par les ONG à l'action conduite par « la coalition » ou par l'ISAF. Les forces armées doivent clairement identifier les activités qu'elles mènent comme des opérations militaires, communiquer en ce sens et éviter d'être confondus avec les acteurs humanitaires civils. Une telle confusion engendre la méfiance au sein des populations, méfiance qui rejaillit sur l'ensemble des acteurs étrangers présents dans le pays, en contribuant à dégrader globalement le climat de sécurité.

**8) L'action de la France doit être menée et présentée comme au service des populations, de la souveraineté afghane, des valeurs universelles.**

Le conflit en Afghanistan comporte des dimensions économiques, idéologiques et culturelles. L'action de la France ne doit pas apparaître comme promouvant des intérêts qui seraient « siens », des valeurs qui seraient « siennes », une sécurité qui serait « sienne ». Une telle attitude engendrerait fatalement une incompréhension et une réaction de résistance. La concertation, le respect, la référence aux valeurs universelles, la vérification permanente que la population adhère dans sa grande majorité aux actions entreprises, sont indispensables.

Paris, le 15.09.2008

### **3/ Situation humanitaire en Afghanistan (Septembre 2011)**

10 ans après la fin du régime des Taliban et malgré la volonté affichée de la communauté internationale d'engager l'Afghanistan sur la voie du développement, un grand nombre de détresses persistent dans la quasi-totalité du pays.

Tout d'abord quelques chiffres illustrent assez bien la situation humanitaire telle quelle est aujourd'hui encore en Afghanistan. Ces chiffres proviennent pour la plupart d'institutions telles que la Banque Mondiale, les Nations Unies ou certains Ministères Afghans.

- L'Afghanistan reste le cinquième pays le plus pauvre au monde : 60% de la population y vit en dessous du seuil d'extrême pauvreté, c'est-à-dire avec moins d'un dollar par jour.
- Le taux de malnutrition chronique avoisine les 60%
- Les taux de malnutrition (GAM et SAM) sont en croissance même s'il est difficile d'obtenir des données fiables.
- Seuls 64% des citadins et 26% des ruraux ont accès à l'eau potable.  
Cette apparente meilleure situation dans les villes ne doit pas masquer la réalité des nombreuses zones d'habitat improvisé qui accueillent un grand nombre de réfugiés rentrés d'Iran ou du Pakistan et de déplacés.
- Malgré le programme du Basic Package of Health Services (BPHS) qui a indéniablement permis de poser les fondations d'une meilleure couverture sanitaire, l'accès aux soins de santé reste insuffisant, notamment pour les femmes et les enfants. Les taux de mortalité infantile et maternelle restent malheureusement parmi les plus élevés au monde, avec respectivement 257 morts pour 1000 naissances vivantes et 1 600 morts pour 100 000 naissances vivantes. Il convient néanmoins de préciser que les récents programmes de santé ont permis à l'Afghanistan de réduire son taux de mortalité infantile de 25% depuis 2001. Cependant, seules 14% des naissances ont lieu avec l'assistance d'une personne formée.
- La conséquence directe de ces difficiles conditions d'accès aux services sociaux de base est une espérance de vie qui dépasse à peine 43 ans.

Telles sont les données qui pour l'instant évoluent lentement

A ces éléments structurels s'ajoutent des facteurs conjoncturels d'appauvrissement

- 1/ L'accentuation de la sécheresse ou du froid hivernal en de nombreuses zones
2. l'inflation des prix des denrées alimentaires
- 2/ L'intensification du conflit
- 4/ La problématique de la réinsertion des réfugiés renvoyés de leur pays d'accueil.

#### **1 : L'accentuation de la sécheresse**

Le dernier hiver a probablement été le plus rigoureux que l'Afghanistan ait connu au cours des 20 ou 30 dernières années, avec un bilan humain assez lourd. Au sortir de l'hiver, les derniers bilans officiels faisaient état de 1300 personnes mortes de froid et de plusieurs centaines de personnes ayant subi des



amputations des membres inférieurs à cause d'engelures importantes. Ce sont les provinces de l'ouest (Herat, Badghis...) qui ont été le plus sévèrement touchées.

Des pertes importantes ont également été enregistrées au niveau du cheptel, avec plus de 300 000 têtes tuées par le froid ou le manque de fourrage. Cela signifie encore plus de décapitalisation pour un grand nombre de familles déjà vulnérables, qui avaient dû se séparer au cours des mois précédents de leurs biens notamment en cheptel.

Le printemps a été marqué par une hausse brutale des températures, qui a provoqué une fonte prématurée de la neige. A cela se sont ajoutées des précipitations insuffisantes, provoquant un fort déficit hydrique.

Dans la mesure où la majorité des terres agricoles en Afghanistan sont en cultures pluviales, le déficit agricole provoqué par l'insuffisance des précipitations a augmenté l'insécurité alimentaire de la majeure partie de la population. A titre d'exemple, dans la province de Ghor à l'Ouest du pays, zone particulièrement touchée par la sécheresse, on compterait près de 70% de la population en situation d'insécurité alimentaire, et près de 80% des puits seraient en voie d'assèchement. Quand on pense que les prochaines pluies ne seront attendues que pour le printemps prochain, on peut s'attendre à un hiver particulièrement difficile pour ces populations en termes d'accès à l'eau et de déficit alimentaire.

## **2 : L'inflation des prix des denrées alimentaires**

L'Afghanistan connaît depuis le début de l'année 2007, une inflation importante des prix des denrées alimentaires qui affecte principalement le blé et la farine de blé - le pain étant l'aliment de base pour une vaste majorité d'Afghans – mais également d'autres denrées comme le riz. Bien sur, il s'agit d'un phénomène mondial, mais qui en Afghanistan est exacerbé par un certain nombre de facteurs régionaux ou nationaux (situation dans les pays limitrophes, insécurité sur les routes qui entraîne une hausse des prix du transport...).

L'attitude des pays voisins (réduction des exportations, mise en place de taxes...) est d'autant plus regrettable que l'Afghanistan a toujours été et reste dépendant des importations pour subvenir à ses besoins alimentaires. Même au cours de bonnes années (comme en 2007 avec une production céréalière de 5,6 millions de tonnes), l'Afghanistan ne parvient pas à atteindre l'autosuffisance alimentaire (besoins nationaux estimés à 6,1 millions de tonnes).

En glissement annuel, l'inflation atteint des taux allant de 70 à 100% selon les régions, 130% sur le mois de Juin pour la farine de blé dans la région de Mazar-e-Sharif. Le phénomène semble même s'être accéléré récemment, avec une inflation de 75% sur les trois derniers mois. Pour un nombre grandissant de familles, la situation devient intenable ; on estime à présent que plus de 60% du budget des ménages est absorbé par l'achat du pain, (soit environ 13 centimes et 15 centimes d'euro). Plus de 5 millions d'Afghans, sur une population de 25 millions, sont dans une situation alimentaire précaire.

Depuis le mois d'avril, quelques déplacements de population pour raisons économiques sont observés. Certes, de tels déplacements « économiques » ou « climatiques » ne sont pas massifs.

Pour l'instant, on parle tout au plus de quelques centaines de familles qui quittent les campagnes pour se rapprocher des centres urbains dans un nombre limité de provinces (Badakhshan, Balk, Zabul, Himand et Kandahar). Néanmoins, le phénomène risque de prendre de l'ampleur et doit être surveillé de près.

On se souvient qu'en 2001, des villes comme Mazar-e-Sharif avaient d'abord attiré quelques centaines de déplacés avant que la ville ne compte plusieurs camps totalisant des dizaines de milliers de personnes.



### **3 : L'intensification du conflit**

Aux déplacés « économiques » ou « climatiques » s'ajoutent ceux fuyant les combats, principalement dans le sud du pays. Durant tout l'hiver, Kaboul a attiré, par grappes de plusieurs dizaines, des familles du Hilmand fuyant les combats dans la zone de Sangin. Sur Kaboul, nous avons décompté récemment plus de 450 familles (soit environ 2 000 individus) dans un camp qui, l'hiver dernier n'en comptait que 150. La majeure partie de la population de ce camp est arrivée au cours des 2 derniers mois, fuyant les combats du Sud du pays (Helmand, Uruzgan, Kandahar).

Les victimes civiles que ce soit du fait des opérations menées par la coalition internationale, par les forces afghanes ou les insurgés sont en augmentation de plus de 65% par rapport à l'année dernière. On compte plus de 700 victimes civiles depuis le début de l'année.

Les zones les plus touchées par les combats (le Sud et l'Est) sont devenues inaccessibles à la plupart des ONG, dont certaines ont dû réduire leurs effectifs globaux ainsi que leur volume d'activité. De nombreuses zones échappent donc à l'assistance humanitaire et il est très difficile d'avoir une idée précise de ces populations, affectées par la guerre.

### **4 : La problématique du retour des réfugiés**

Les retours d'Iran et du Pakistan se sont produits en majeure partie entre 2002 et 2003. L'absorption, à l'époque, a pu se faire grâce à une aide humanitaire appropriée (ECHO, UNHCR, ONG...). Aujourd'hui, le HCR estime qu'il reste entre 1,5 millions et 2 millions de réfugiés afghans au Pakistan et environ un million en Iran. Dans le premier de ces deux pays, on assiste à la fermeture de camps, fermeture annoncée depuis longtemps, comme c'est le cas pour les camps de Jalozai. Cette fermeture ayant été prévue, le HCR pense pouvoir gérer la situation qu'elle engendre. D'après cette organisation, les anciens réfugiés devraient se rendre principalement dans les provinces de Nangarhar et de Paktya, ainsi que dans celles de Kunduz et Kabul. Dans la mesure où les 2 premières provinces sont fortement affectées par les opérations militaires et l'insurrection armée, on peut s'interroger sur la volonté de ces anciens réfugiés de s'installer effectivement dans ces zones. Il est prévisible que d'autres mouvements incontrôlés suivront ces retours.

La situation est potentiellement plus inquiétante du côté iranien. Il n'y a quasiment plus de retour volontaire assisté par le HCR. Les risques de déportations massives (ne serait-ce que ponctuellement comme ce fut le cas entre avril et mai 2007 avec plusieurs milliers de familles déportées d'Iran vers la province de Nimroz) sont réels, même s'ils sont extrêmement difficiles à quantifier du fait du manque total de transparence de la part des autorités iraniennes. On parle de 50 000 retours sur l'année 2009/2010.

Les besoins de ces Afghans rentrant dans leur pays sont importants : habitat, eau, assainissement... Ils doivent être pris en compte et couverts afin d'éviter notamment les conflits avec les populations hôtes.

En conclusion, les besoins humanitaires restent criants. Il est donc important que les ONG humanitaires d'urgence soient en mesure de maintenir une capacité d'intervention en Afghanistan afin de répondre à ces besoins dans le respect des principes humanitaires de base (indépendance, impartialité, neutralité).

Le développement économique est illusoire tant qu'une large frange de la population afghane ne mangera pas à sa faim ou n'aura pas un accès minimum aux services sociaux maintenus pour quelques années encore en Afghanistan.

## 4/ Rapport d'activité de Médecin du Monde en Afghanistan

Avec 90 % de la production mondiale d'opium, l'Afghanistan est un terrain privilégié pour la consommation domestique. 1,5 million d'usagers de drogues ont été recensés en 2009, dont la plupart à Kaboul. Le nombre d'injecteurs d'héroïne augmente de façon exponentielle alors que c'est la voie majeure de transmission du VIH/sida et des hépatites. Ces usagers de drogues connaissent par ailleurs la répression et la discrimination dans l'accès aux soins.

### RÉDUIRE LES RISQUES AFIN DE LIMITER LES ÉPIDÉMIES DE SIDA ET D'HÉPATITES VIRALES

#### LES ACTIVITÉS

MdM a lancé un programme ambitieux de réduction des risques dès 2006. Son premier volet comprend la prévention et l'accès aux soins de santé primaires et aux traitements. Le second volet du projet consiste dans la création d'un centre de ressources et de formation pour les acteurs locaux impliqués dans la lutte contre le VIH/sida. Plus de 230 usagers de drogues ont bénéficié d'un suivi de santé hebdomadaire au centre d'accueil et de soins. Les premiers antirétroviraux (ARV) du pays ont été prescrits en mai 2009 et le premier groupe d'auto-support de personnes vivant avec le VIH/sida a été créé. Depuis mars 2010, les premiers traitements méthadone ont été délivrés en partenariat avec les autorités de santé.

#### LES RÉSULTATS

110 000 seringues distribuées, 70 personnes sous méthadone et 6 sous ARV, 49 membres d'ONG locales formés à la réduction des risques.

#### LES PERSPECTIVES

MdM va soutenir la création d'une association afghane autonome en matière de réduction des risques.

**Espérance de vie :** 44.6 ans  
**IDH :** 0.349 ; **rang :** 155/169 \*  
**Population**  
**Bénéficiaire :** 900  
**Cible :** 150 000  
**Personnel**  
**National :** 39  
**International :** 3  
**Responsables :**  
**Mission :** Guy Caussé, Olivier Maguet  
**Terrain :** Olivier Vandecasteele  
**Siège :** Valérie Brunel  
**Sources de financement :**  
Banque mondiale, Fonds mondial, Sidaction, OMS, Unaid, UNODC, MdM  
  
**Budget 2010 :** 653 807 €.

## **Mission de Réduction des Risques en Afghanistan : Réduire les risques liés à l'usage de drogue**

### **TEMOIGNAGE**

#### **Saïd Aziz, 38 ans, se rend au centre depuis 2 mois.**

« Il y a 20 ans, je suis parti vivre en Iran. J'étais tailleur et mon patron me donnait de la drogue pour que je puisse travailler jour et nuit. C'est là-bas que je suis devenu dépendant. Après la chute du régime des Talibans, je suis rentré à Kaboul mais sur le chemin du retour, des voleurs m'ont tout pris. Ici je n'ai pas de travail, je ne suis pas heureux. A la radio, ils disaient que la situation s'améliorait mais si j'avais su que la vie en Afghanistan était comme ça, je ne serais pas rentré. Quant je vivais en Iran, j'étais dépendant mais ma famille ne me rejetait pas parce que j'avais un travail et que je pouvais subvenir à leurs besoins. Depuis que je vis ici, je n'ai pas de travail fixe et à cause de ma dépendance à la drogue, j'ai dû quitter ma famille. Cela fait maintenant 1 an et 2 mois que je vis dans la rue avec les autres usagers. Je ne veux pas retourner vivre avec ma sœur, ma femme et mes 4 enfants parce que j'ai honte.

Je viens d'apprendre par un ami que ma famille allait être expulsée parce qu'elle n'a pas pu payer le loyer depuis 7 mois. Je ne sais pas quoi faire. Certains jours, je travaille pour décharger des camions de sacs de ciment et de briques. Je gagne environ 150 afghanis par jour (2,37 €) et je travaille 4 jours par semaine. Avec cet argent ou celui que j'emprunte à des amis, j'achète pour 100 afghanis de drogue par jour. Il ne me reste pas beaucoup d'argent alors je ne mange que 20 jours par mois, le plus souvent du pain et du thé. Parfois je me sens tellement faible que je ne peux pas travailler. En plus, dans la rue, nous sommes harcelés et rackettés par la police. Ils protègent les dealers de drogue même sur les lieux où nous achetons notre drogue.»

#### **Moslem a 32 ans et entre dans le centre pour la première fois.**

**Après avoir émigré en Turquie puis en Iran, il a été reconduit à la frontière il y a 2 ans. Ses papiers n'étaient plus en règle.**

« Je vivais en Iran avec ma femme qui est iranienne et nos deux enfants. Ils sont restés en Iran et je n'ai pas de contact avec le reste de ma famille qui vit à Londres et en Iran. Là-bas, j'étais tailleur et je faisais du karaté. Lorsque je suis rentré en Afghanistan, j'ai voulu monter une école de karaté avec un ami qui rentrait aussi d'Iran. Cet ami se droguait et c'est avec lui que j'ai commencé. Depuis, je chasse le dragon avec de l'héroïne. Je fume trois fois par jour et si je n'ai pas mes doses, c'est insupportable, je vais très mal et je pense à me suicider. J'emprunte de l'argent à mes amis pour m'acheter ma drogue. J'ai voulu arrêter et je me suis inscrit dans un centre de sevrage mais je ne pouvais pas me permettre de m'y rendre tous les jours, je devais travailler pour gagner ma vie.

Pourtant, je veux vraiment arrêter de consommer, je ne peux plus continuer à vivre sur le dos de mes amis. Avant j'étais quelqu'un de respecté, de vertueux et de confiance mais depuis que je consomme, mes amis m'évitent. Mon meilleur ami ne veut même plus me voir. Aujourd'hui, j'ai plein de dettes. Je veux les rembourser et retrouver la confiance des gens. Je vis à l'hôtel et parfois je dois dormir dehors. La rue, c'est une mort progressive. Tout y est difficile : trouver de l'argent, de la drogue, un endroit pour consommer... Toute la journée, c'est de la souffrance. La drogue détruit tout. J'attends que quelque chose me sauve, que je sois soigné et que je reprenne une vie normale. Si j'arrive à m'en sortir, je voudrais que ma famille me rejoigne en Afghanistan mais pour le moment, ce n'est pas possible : la situation à Kaboul est très difficile. L'insécurité, le manque de travail et l'instabilité politique ne permettent pas leur retour. Si ça ne va pas mieux, je repartirais en Iran.»

## **Matiollah a 40 ans. Il est usager et fait partie de l'équipe locale composée de « pairs éducateurs»**

« J'ai commencé à me droguer il y a 10 ans quand je n'ai pas pu épouser la femme que j'aimais parce que son frère s'y opposait. Aujourd'hui, grâce à mon travail à Médecins du Monde, j'ai des responsabilités, je montre aux usagers le centre, comment se laver, où nettoyer leurs vêtements et quels sont les dangers de l'injection. Quand j'explique aux usagers qu'il faut utiliser une seule fois chaque seringue, ils suivent mes conseils. J'aime mon travail car j'aide les gens de mon pays. Je pense qu'une personne qui se drogue devrait toujours avoir un travail parce que moi avant, je fumais 3 fois par jour et aujourd'hui je ne consomme plus qu'une seule fois. Quand on a un travail on ne pense pas tout le temps à fumer. Aujourd'hui les usagers qui me connaissent m'arrêtent dans la rue et me disent « tu vas mieux, tu as meilleure mine, ça se voit ». A présent, j'espère arrêter de consommer parce que je déteste ça.»

Comment agir en amont des épidémies :

**Alors que l'Afghanistan produit 92% de l'opium mondial, la consommation locale d'héroïne revêt une ampleur sans précédent. Une partie croissante de la production afghane n'est plus exportée mais consommée sur place.**

Selon la seule étude officielle, réalisée par l'UNODC (*Office des Nations-unies pour le contrôle de la drogue et la prévention du crime, étude réalisée en 2005*) et publiée en 2005, 920 000 personnes, soit 3,8% de la population, consomment des drogues diverses. La pratique d'injection d'héroïne se répand très rapidement et, avec elle, la transmission du VIH et de l'hépatite C, infections non prises en charge dans le pays. Ainsi, sur les 464 personnes testées dans le centre de dépistage de Kaboul, 14 étaient séropositives et plus de 100 personnes avaient contracté l'hépatite C. Kaboul cristallise la problématique de l'injection de drogues. La capitale connaît depuis quelques années un afflux massif de réfugiés et de personnes déplacées, de retour en Afghanistan depuis la chute du régime des Talibans et qui cumulent tous les facteurs de vulnérabilité : parcours personnels marqués par la violence des guerres et des conflits, ruptures familiales, extrême pauvreté, etc.

Face à la montée en puissance du nombre d'usagers de drogue et pour prévenir une probable explosion de l'épidémie de Sida, Médecins du Monde, présent depuis près de 25 ans dans le pays, a inauguré en septembre 2006 un centre de soins, ouvert à tous, qui propose des échanges de seringues, des services de premier soin et d'hygiène, des conseils, un volet de prévention sida. A terme, un programme de substitution à l'héroïne sera développé. Dans le centre, les usagers de drogue peuvent se reposer, se laver et s'organiser

en groupes de parole pour concevoir ensemble des supports d'information adaptés aux plus marginalisés. « *Au-delà des soins et de la distribution de seringues, l'objectif est de permettre aux usagers de drogue de retrouver une certaine estime de soi et la possibilité de se responsabiliser* », estime Guive Rafatian, coordinateur du programme de MdM.

Parallèlement, des unités mobiles vont à la rencontre des usagers dans la rue afin de poursuivre ce travail de sensibilisation. Ainsi, des « pairs éducateurs » afghans, usagers de drogue ou anciens toxicomanes, formés par Médecins du Monde, délivrent dans la rue des messages de prévention et des outils de réduction des risques adaptés aux modes de consommations.

« *A terme, notre objectif est de faire de ce programme un initiateur de nouvelles pratiques d'approches et de prises en charge des usagers de drogue. Ceci permettra d'élargir la palette d'offre de soins en Afghanistan et favorisera le transfert de compétences auprès des acteurs locaux* », conclut Olivier Maguet, responsable de la mission.

## 5/ Rapport d'activité d'Afghanistan Libre

En concevant et en réalisant nos actions nous visons à répondre aux besoins de la population féminine dans le domaine de **l'éducation** pour qu'enfin elles prennent la place qu'elles méritent dans la société.

Nous **finançons la construction et la gestion des écoles** et des lycées pour les filles et ouvrons dans chacune entre elles un centre d'éducation à la santé pour les élèves et leurs mères ainsi qu'une crèche pour les enfants des enseignantes. En leur offrant l'éducation, nous les aidons, elles et leurs familles à réintégrer la vie socio-économique du pays.

Avec les structures d'éducation pour **la santé** nous atteignons notre deuxième objectif – répondre au manque d'information sur **le soin hygiénique et planning familial** mais aussi au **l'accès aux soins psycho-social** afin de soulager les conséquences de trois décennies de guerres.

Enfin, nous nous efforçons de donner aux femmes l'accès aux **activités épanouissantes**, par exemple, l'expression photographique, la lecture des magazines pour les femmes, l'accès aux activités sportives.

### **Le champ géographique d'intervention**



- La région de la Vallée du Panjshir, le village d'Hannaba et ses alentours
- Le district de Paghman, province de Kaboul, à 30 km à l'ouest de la capitale

### **Les bénéficiaires**

Les jeunes filles sont les premières bénéficiaires de nos actions. Elles deviendront autonomes, dans leur vie privée et professionnelle, et seront le fil conducteur pour la génération suivante. Les éduquer et développer leurs compétences est primordial. Faciliter leur accès aux soins médicaux, leur apprendre les notions importantes et les gestes quotidiens d'hygiène et de santé, leur inculquer leurs responsabilités vis-à-vis de leur santé constitue un pas important vers une vie de meilleure qualité. Chaque membre de leurs familles entières en sera le second bénéficiaire. Les mères de famille, et particulièrement les mères défavorisées, veuves ou vulnérables, sont aussi parmi nos bénéficiaires principales.

## L'accès à l'éducation

On peut distinguer **trois types d'éducation** que nous promouvons en Afghanistan :

**Scolaire** : Nous intervenons dans le secteur éducatif en construisant des écoles primaires et secondaires, destinées plus particulièrement aux filles, dans trois régions d'Afghanistan. Nous finançons le fonctionnement de ces écoles pendant deux ou trois ans, préparant le terrain au Ministère de l'Education Nationale Afghan, qui prend le relais dans la mesure du possible.

Les **trois principales écoles** soutenues par Afghanistan Libre:

- Le lycée Malalai
- Le lycée Khoja Lakan
- Le lycée Azrat Osman

### Sanitaire :

Notre souci est aussi d'offrir aux mères et aux élèves de ces écoles une éducation à la santé : l'école comprend donc une infirmerie scolaire, et nous salarions une éducatrice à la santé qui assure le suivi de la santé des enfants et forment les élèves et leurs mères tout au long de l'année scolaire à des notions sanitaires et d'hygiène de base.

**Formation pédagogique** : Nous organisons des formations pédagogiques et des remises à niveaux pour les enseignantes qui ont souvent un niveau de bachelière.

Dans le cadre du projet **Daremalem** (**Centre de formation d'enseignantes**), Afghanistan Libre a offert deux bus en 2009 qui ont servi pour transporter bien environ 120 enseignantes durant l'année scolaire 2009-2010 afin qu'elles puissent assister à la formation de niveaux 13 et 14.

## L'éducation à la santé

Nos objectifs :

Nous visons à offrir aux mères et aux élèves des écoles primaires et secondaires une éducation à la santé. En utilisant l'école comme lieu de **sensibilisation** aux questions de santé, de **nutrition**, et aux **mesures d'hygiène**, et comme lieu de **prévention** des maladies infantiles, nous contribuons à l'amélioration de leurs conditions de vie et à la **réduction des taux de mortalité infantile et maternelle**. Nous leur apprenons à prendre en charge leur santé.

L'organisation :

Les **trois centres d'éducation à la santé** établis dans chacune des écoles soutenues actuellement par Afghanistan Libre continuent de fonctionner **depuis 2003**. Ils sont non seulement des lieux d'informations sur toutes les questions de santé, mais ce sont aussi des lieux où les femmes et les filles peuvent communiquer librement entre elles et avec leur accompagnatrice.

Afghanistan Libre prend en charge l'ensemble des frais de fonctionnement des centres, salaires des éducatrices et petit matériel. Ces centres d'éducation à la santé reçoivent une vingtaine de femmes chaque jour à Malalai ainsi qu'à Azrat Osman et une trentaine à Khoja Lakan.

Les thèmes traités :

Les sujets traités pendant les sessions sont élaborés par Afghanistan Libre en lien avec des représentants du Ministère de la santé, en fonction des demandes des femmes y participant ou des recommandations du Ministère. Ainsi, durant la pandémie de grippe A H1N1, des informations basiques ont été données. Par ailleurs, étant donné le taux de mortalité infantile toujours particulièrement haut en Afghanistan, des recommandations sont régulièrement données aux dizaines de femmes des différentes communautés ainsi

qu'aux centaines d'élèves des écoles. D'autres informations générales sont également données afin de sensibiliser la population féminine à l'hygiène et à la santé. Un objectif prioritaire a été défini visant à centrer nos efforts sur **le planning familial et la vaccination des enfants** de moins de cinq ans. Il s'agit de répondre aux besoins les plus fondamentaux et les moins couverts en Afghanistan.

## Les crèches scolaires



### Le projet, ses objectifs et ses bénéficiaires

Le premier objectif est d'offrir aux enseignantes un accueil adapté à leurs enfants, critère indispensable pour qu'elles exercent leur métier. Ensuite, mais néanmoins tout aussi important, nous souhaitons contribuer au processus de socialisation préparant les enfants à l'entrée à l'école primaire, créer un environnement agréable et propice à leur développement personnel, et offrir une image positive de la mère enseignante à ses enfants et aux autres enfants.

### L'organisation

Les deux crèches scolaires mises en place par Afghanistan Libre dans les écoles de Malalai (Panjshir) et d'Azrat Osman (Paghman) continuent de fonctionner et d'accueillir respectivement 12 et 22 enfants d'enseignantes (l'année 2010), leur permettant de venir enseigner dans les écoles sans souci de garde. Les éducatrices ont reçu de la part d'Afghanistan Libre du matériel pour les activités ainsi que de la nourriture pour les enfants.

Une analyse des besoins et en réponse à une demande issue du milieu enseignant de l'école de Poshta dans le même district de Paghman a incité Afghanistan Libre à ouvrir une nouvelle crèche scolaire. En 2010, cette crèche a accueilli 12 enfants des enseignantes et 25 enfants du village. D'habitude, ce sont seulement les enfants des enseignantes de l'école qui mettent leur enfant à la crèche mais la crèche de Poshta a eu un succès inattendu. Nous en étudions actuellement les raisons et essaierons de dupliquer cette composante ailleurs.

Les enfants dans les crèches sont accueillis toute la journée, aux heures où travaillent leurs mères. Une salle a été réservée à cet effet au sein du lycée. Une responsable de crèche et plusieurs assistantes maternelles seront recrutées, selon le nombre d'enfants accueillis.



## 6/ Extrait de Lettres / Vivre pour l'Afghanistan

L'Afghanistan, Kaboul. Cette ville rayonne dans mon cœur comme un cerf volant détaché.

L'Afghanistan, meurtri, sous le joug des talibans : Les lapidations, les mutilés contraint de vendre leur prothèse..., les enfants violés dans les orphelinats. L'Afghanistan, balayé par trente années d'histoire trop méconnu en Occident.

Aujourd'hui, tout le monde s'accorde sur le fait qu'une victoire purement militaire n'est pas possible contre une insurrection afghane et régionale qui a le temps pour elle et n'a cessé de croître ces dernières années malgré la présence renforcé de l'OTAN et la reconstruction des institutions afghanes.

### **Afghanistan : une détermination intacte**

A l'heure où l'Afghanistan traverse une plus forte zone de turbulences, les ONG soussignées réaffirment leur volonté de poursuivre avec une détermination intacte leur action humanitaire en faveur de la population afghane.

Les problèmes rencontrés par l'Afghanistan sont nombreux. Les ONG françaises, de pair avec d'autres ONG internationales, ne sont pas prêtes à renoncer à leurs programmes d'aide.

Que ce soit dans les domaines de la santé, de l'eau, de l'agriculture, de l'éducation, les besoins demeurent considérables. De surcroît les mauvaises récoltes dues à des conditions climatiques défavorables font craindre l'apparition de la famine dans certaines régions à la sortie de l'hiver.

Nous nous devons d'agir sans relâche. En adaptant nos modes opératoires pour améliorer les conditions de sécurité de nos personnels, nous cherchons avant tout à maintenir nos capacités opérationnelles, avec l'aide de cadres afghans de plus en plus compétents. Garder une présence expatriée ou superviser les activités à distance, les décisions sont prises en fonction des particularités de chacune de nos associations avec l'objectif de répondre au mieux aux besoins des populations.

Les actes de violence ne doivent pas faire oublier que, dans son immense majorité, la population afghane manifeste coopération et hospitalité pour l'aide qui lui est apportée de manière désintéressée et respectueuse. Nous pouvons chacun en témoigner.

« L'histoire des hommes nous concernent tous ». Camus.

Selon le Comité international de la Croix-Rouge, depuis le début de l'année, plus de 4.000 personnes, dont un tiers de civils et une trentaine de travailleurs humanitaires, ont trouvé la mort en Afghanistan. Une violence qui résiste à l'action de la coalition internationale et qui complique sérieusement le travail des ONG présentes sur place.

Trop de visions segmentées occultent la réalité complexe de l'humanitaire, facteur déterminant pourtant de la survie et du rétablissement de la dignité de millions de personnes et lieu d'engagement de centaines de milliers d'autres. Dans un contexte international marqué par la globalisation et l'anomie, les conflictualités et les risques climatiques ou de catastrophes naturelles survenant sur une planète de plus en plus urbanisée et peuplées, les besoins humanitaires s'accroissent et sont trop souvent oublié lors de guerres. Face à une surmédiation de l'armée, française, américaine... il y a des ongs qui travaillent sur le front depuis plus de 20 ans pour essayer d'éclairer l'obscurité de leur ami Afghan : Action contre la Faim, Médecin du Monde, Solidarité, Afrane, Madera... .

Humanitaire, reporter, nous combattons pour une paix à main nue, une liberté des mondes oubliées. Nous avons la responsabilité de témoigner, encore et encore de la souffrance des peuples, d'un monde qui meurt. Mohamed Benchicou m'avait dit : « il faut que le journalisme vienne du cœur. » Lorsque que l'on se lance avec un objectif dans la tourmente, lorsque l'on embrasse une cause comme l'Afghanistan, il faut que nos mots, nos images viennent du cœur, et affirment une vérité touchante. Oui, il y a tant d'inégalités, tant d'injustices, oui l'état du monde ne cesse d'aggraver la situation des plus démunies et que les fracturent

nord sud s'élargissent. De la bourse à la reconstitution du système de santé en Afghanistan, il y a un monde. Des réfugiés de Calais maltraités par la France au travail de Médecin du monde depuis 23 qui essaye d'aider leur ami Afghan, il y a un monde. De la surmédiatisation des militaires au travail de l'ombre d'ONG, il y a un monde. Il faut témoigner, témoigner encore, ne jamais s'arrêter. En Afghanistan, il y a encore des sourires qui sont comme des fleurs qui poussent sur les cendres de la guerre. Mais de cette lettre, ce reportage, c'est un cri et il se situe bien au-delà de la conception d'un article de journalisme. Il est grand temps d'affronter les réalités et de se mettre à lutter. Face à la médiocrité des hommes et l'hypocrisie de ces situations de guerres, il y a une espérance dans l'humanité.

L'Afghanistan est un pays ravagé de guerres successives. Médecin du Monde et d'autres Ong étaient présents dans l'urgence des guerres, auprès des populations blessés, isolés, déplacés. Les ongs, qui travaillent depuis des années sur le terrain, ont alerté les parlementaires sur les dangers d'une lecture exclusivement militaire de la crise afghane. Outre le renforcement des troupes en Afghanistan, les humanitaires sont trop souvent oubliés. Le renforcement d'une aide humanitaire et de développement est nécessaire, voire indispensable pour aider la société civile, et permettre la reconstruction.

« Nous sommes plus d'un millions d'humanitaires français à avoir accompagné nos amis Afghans dans ces guerres successives. Royaume de l'insolence dans la guerre contre les soviétiques, Royaume de la désespérance dans la guerre fratricide des Moudjahidines, Royaume du silence dans la guerre des Talibans, et Royaume de la renaissance pour les temps présents. » Guy Caussé.

### **Afghanistan, le risque d'un bourbier, d'une guerre sans fin, après un Irak détruit et un Iran nucléaire.**

Après la chute des talibans, en 2001, la communauté internationale a raté le coche de la reconstruction. Et l'Afghanistan, l'une des priorités de Barack Obama en politique étrangère, est aujourd'hui un pays ravagé par la corruption, l'incurie et l'incompétence

Il suffit de rouler dans Kaboul un jour de neige et de brouillard pour lire l'histoire de l'Afghanistan, la gloire passée, la malédiction de la guerre, la déchéance, l'espoir démesuré à la chute des talibans et la profonde amertume aujourd'hui. Sur une colline, dans le quartier de Daru Laman, l'ancien palais royal émerge de la brume comme un manoir hanté. Les ruines alentour sont talquées de poudre de givre, la neige sale vole dans l'air, mêlée aux effluves noirs et poisseux des gaz d'échappement, la rue sent le diesel, la crasse et la misère. Ici, pendant des mois, les combattants de Gulbuddin Hekmatyar et de Massoud se sont alliés à coups de roquettes pour tout raser, maison par maison. Les Afghans n'ont jamais oublié l'horreur de cette guerre civile. Du quartier ne reste qu'un immense terrain vague, quelques palissades cache-misère et un bunker jaune, tout crevé d'obus, l'ancien centre culturel russe, qui n'abrite plus qu'une colonie d'héroïnomanes de fumeurs d'opium hagards. Vers le nord, le chemin longe le stade de Kaboul, son aire de jeu où les talibans ont fait interrompre un match de football pour exécuter, face aux tribunes, une femme en burqa bleue, une « prostituée », d'une balle de kalachnikov dans la nuque. Pas de musique, de danse, de photos, de cerfs-volants, pas de cinéma, de chants d'oiseaux, les hommes en noir avaient transformé le monde en catacombe. Wazir Akhbar Khan, au cœur de la ville, est un des seuls quartiers à n'avoir jamais été détruit, juste à côté de Sherpur, autrefois un vaste terrain militaire habité par quelques dizaines de familles modestes. En 2002, peu après la libération, le nouveau ministre de la Défense a fait exproprier les habitants, raser les maisons de bois et distribuer le bien public aux seigneurs de guerre. Certains ont revendu, d'autres ont construit. On roule, les yeux écarquillés, entre d'épaisses villas aux murs bleu électrique, jaunes ou vert pistache, avec terrasses, tourelles, rouleaux de barbelés et postes de garde. Sherpur pue le mauvais goût, l'arrogance et l'argent des nouveaux riches, celui des warlords, des amis du pouvoir, des trafiquants d'opium et de tous les profiteurs de la guerre. Dès la sortie du ghetto, les mendiants sont là, englués dans les embouteillages, femmes en burqa aspergées par les jets de boue noire des 4x4 de luxe, estropiés de guerre posés sur leur béquille comme des hérons malades, gamins crasseux de 8, 10 ans, qui courent entre les voitures, un chiffon à la main, en espérant quelques afghanis. Sept ans ! Voilà sept ans

que les talibans sont partis, vaincus. A la libération, les Américains, les Canadiens et les Européens, Français, Britanniques ou Allemands, tout ce que le monde compte de pays raffinés, avaient promis démocratie et développement, électricité, routes et puits d'irrigation, hôpitaux et écoles. Une sorte de grand bond en avant qui allait projeter en quelques années un Afghanistan quasi médiéval vers des lendemains qui allaient chanter. Emporté par son élan, un ambassadeur étranger a même parlé de « plan Marshall » pour ce pays brisé par près de trente ans de guerre ! Un rêve fou. Et les Afghans l'ont cru. Et ce soir, dans le salon d'un appartement du centre de la capitale, je prends des notes à la lampe de poche, en pardessus et bonnet de laine, parce que l'intellectuel que j'interroge n'a pas assez d'argent pour se payer un générateur électrique et alimenter un radiateur et ses ordinateurs. Kaboul n'est fournie en électricité que par tranches de deux heures, deux fois par jour, et les robinets ne distribuent pas d'eau potable. Dehors, l'asphalte des rues commerçantes est crevé de nid-de-poule. Un Afghan sur six est au chômage, un instituteur touche 60 dollars par mois, et un invalide de guerre, 10 dollars. Les pauvres claquent des dents dans l'hiver afghan, incapables d'approvisionner leur famille en thé, huile ou sucre... « La communauté internationale avait promis 25 milliards de dollars, elle en a versé 17. Où est passé cet argent ? », demande Shirshah Youssouf Zaï, historien et analyste économique. Comme toujours, une partie de l'aide - 40% - est répartie dans les pays donateurs, sous forme de contrats à la reconstruction ou de frais de fonctionnement. Le reste ? Le « taux de perte » des crédits alloués au pays est estimé à 85%. En clair, l'argent s'est envolé. Le « plan Marshall » a surtout profité aux spéculateurs, et le boom de la construction, les fonds investis dans les centres commerciaux, les tours d'affaires, les compagnies aériennes privées et les hôtels de luxe servent d'abord à blanchir l'argent sale de l'opium - 60% des revenus de l'Afghanistan. Dans le quartier ravagé de Daru Laman, un homme a planté sa tente dans la boue, face au Parlement afghan. Ramazan Bashardost était ministre du Plan en 2004 avant de claquer la porte du gouvernement. A 43 ans, diplômé en sciences politiques de l'université de Toulouse, le député de l'Assemblée nationale n'a pas de voiture, pas de maison, pas de femme, pas d'enfants et il redistribue l'essentiel de son salaire à la population. A Kaboul, il est connu comme un homme simple, intègre et très radical, qui dit non à tout. Et surtout à la corruption des anciens chefs de milice reconvertis en notables politiques. « En 2001, les warlords se cachaient de peur d'être jugés pour crimes de guerre. Aujourd'hui, ils tiennent les postes clés du gouvernement, sont président de l'Assemblée nationale, ministre de la Culture ou haut responsable de l'armée ! » Il dresse la liste des apparatchiks formés par le régime communiste de Najibullah, des professionnels de la guerre, chefs des milices ethniques ou ex-commandants moudjahidin de l'Alliance du Nord, voire d'anciens talibans reconvertis : « Tous nos gouverneurs de province sont des princes rouges ou noirs. » Quatre mille dollars mensuels pour un ministre, 30 000 pour un conseiller du gouvernement, la fonction, grassement payée, est aussi une rente politique qui permet de faire main basse sur l'argent de l'Etat : « Pas un marché public qui ne soit accompagné d'énormes pots-de-vin ! » Quant aux fonctionnaires intègres - il y en a ! -, leur action est limitée par les moyens d'un Etat précaire qui dispose à peine de 800 millions de dollars de recettes propres, l'équivalent du budget du département de la Corrèze. La corruption, maladie endémique ? Bien sûr. Même les talibans en fin de règne s'étaient laissé gagner par le mal. Mais ils avaient réussi à rétablir une certaine sécurité dans le pays, à leur façon, d'une main de fer. Dans « l'Afghanistan libéré », ce n'est plus le cas. Les rues de Kaboul, les routes de campagne, les vallées de l'Oruzgan, de Helmand ou du Wardak, proches de la capitale, plus rien n'est sûr. Shakila Hashimi, 45 ans, femme et députée de la province du Logar, ne se risque plus à aller dans sa circonscription. Pour la rencontrer chez elle, à Kaboul, il faut du temps et pas mal de précautions. Devant sa villa, des hommes armés surveillent la rue et fouillent les rares visiteurs. Il y a deux ans, la parlementaire a commencé à recevoir des appels téléphoniques : « Quitte la politique, sinon tu es une femme morte. » Elle montre la photo de son aînée, 18 ans, superbe jeune femme : « Moi, j'étais dans le jardin avec des visiteurs... » Sa fille portait le pull-over de sa mère, elle est sortie sur le seuil de la maison. Une balle, tirée par un sniper avec un silencieux, lui a traversé la poitrine. Qui ? « Après trente ans de guerre dans ce pays, il y a bien 30 000 hommes armés qui ne supportent pas que les femmes fassent de la politique. » Assassinats, vols, enlèvements politiques ou mafieux, la criminalité a explosé en quelques années. Et puis il y a la guerre. 2008 a été l'année la plus meurtrière depuis la chute des talibans. En un an, le nombre des attaques à la bombe a doublé : 2 000 explosions, voitures piégées, attaques kamikazes et surtout IED, engins explosifs improvisés, enterrés sur la

route. Elle a tué un millier de militaires afghans et 296 étrangers, dont 155 Américains et 25 soldats français. Et fait aussi de plus en plus de victimes civiles : 1 500 en 2007, près de 2 000 l'année dernière. Dans sa chasse aux talibans, l'armée américaine a lancé 4 000 raids aériens dans tout le pays et certains se trompent de cible : 620 non-combattants, hommes, femmes, enfants, massacrés par erreur. A chaque bavure sanglante, des villageois en colère crient vengeance et se ruent vers les montagnes rejoindre les insurgés. Au coeur de Kaboul, des attentats spectaculaires contre l'hôtel Serena - 8 morts -, l'ambassade de l'Inde ou le ministère de la Culture ont renforcé le sentiment d'insécurité. Bien sûr, Kaboul n'est ni assiégée ni encerclée par les insurgés. Mais le nombre croissant de victimes, les routes dangereuses ou coupées, les assassinats, les enlèvements et quelques attaques dans la capitale d'un pays investi par quarante nations et 70 000 soldats étrangers donnent l'impression que la rébellion gagne du terrain. Comme si l'armada sophistiquée -hommes, artillerie, tanks, avions de chasse, bombardiers, drones, systèmes d'écoutes, missiles... - envoyée dans ce pays n'était rien d'autre qu'un dispositif d'urgence pour empêcher la chute du régime. Un simple pansement compressif. « Le malheur est que personne n'a de stratégie pour ce pays, dit un diplomate occidental en poste depuis deux ans à Kaboul. L'Afghanistan ressemble à un bateau à la dérive, abandonné en pleine mer, sans vent et sans gouvernail. » Avant même le jour de son investiture comme président des Etats-Unis, Barack Obama a choisi, lui, de renforcer massivement les troupes en Afghanistan. Trente mille soldats de plus sont attendus dans les mois qui viennent. « Plus de soldats, c'est-à-dire plus de combats, de morts et de bavures... », dit l'ingénieur Matiullah Kharouti, chef d'une puissante tribu pachtoune. Costume, chemise et cravate noire, la voix pleine de colère, « l'ingénieur » peut vous parler pendant des heures de la faiblesse du gouvernement de Hamid Karzaï le Pachtoune, du manque de stratégie commune des alliés, des raids aériens destructeurs, des erreurs des Américains, de leur façon de se comporter en force d'occupation. Et de cette obstination à croire que la solution en Afghanistan est forcément militaire : « Il y a 40 millions de Pachtoune ici et au Pakistan... Est-ce qu'ils vont tous les tuer ? » Mais quand on lui demande si la résolution du conflit passe par le retrait des forces étrangères, la réponse est claire : « Surtout pas ! Un retrait aujourd'hui, ce serait le retour vers le chaos de la guerre civile. » Chef pachtoune, analystes politiques, intellectuels afghans ou experts occidentaux à Kaboul... tous répètent la même chose. Le problème de cette guerre n'est pas tant la puissance des talibans que la carence de l'Etat, sa faiblesse, la corruption ou l'incompétence de ses agents, le manque cruel de gouvernance qui laisse sans soins une population démunie. A Jaratu, dans le Wardak, en l'absence d'armée et de police, il a suffi de moins de 20 talibans pour soumettre tout un district peuplé de 10 000 personnes ! A l'occasion, les islamistes savent aussi manier la terreur et ils n'ont pas hésité à décapiter, égorger ou pendre 140 « barbes blanches », des sages des villages qui leur résistaient. Même dans les rangs des talibans, les religieux ne dépassent pas 20% des combattants. « Prenez un villageois, pauvre et analphabète, au fin fond d'une montagne de l'Afghanistan, sans route et sans école, un père de famille sans emploi et sans avenir. Qu'un taliban lui offre 200 dollars et il courra faire la guerre contre « l'étranger ». Donnez-lui du travail... et il déposera les armes. » Faire une guerre à outrance aux Afghans insurgés ? Les Britanniques et 120 000 Russes en ont fait l'expérience. La chance est que, sept ans après l'espoir suscité par la chute des talibans et les promesses occidentales, les Afghans ne considèrent pas encore les Américains et les Européens comme des envahisseurs. Déçus, amers, parfois écœurés, oui, mais pas hostiles. Et toujours avides de changer de vie. Après 2001, les Américains, obsédés par l'Irak, les Européens, divisés, et la communauté internationale ont raté le coche d'un début de reconstruction de l'Afghanistan. Les premiers troubles sont apparus en 2005. L'insécurité s'étend. L'élection présidentielle approche. Maintenant il faut faire vite. Sous peine d'une guerre sans fin.

## Kaboul, ville détruite

Premiers plans sur un hôtel particulier à l'état d'abandon. Gravats dans les couloirs, murs qui cloquent, papiers peints déchirés, dossiers jetés à même le sol, factures impayées... l'Ambassade d'Afghanistan à Paris est dans le même état que son pays : en morceaux.

Quinze ans de combats acharnés entre les Moudjahidin opposés au régime communiste et la machine de guerre soviétique n'avaient pas réussi à détruire Kaboul. C'est fait. Les grandes avenues de la ville sont bordées de tas de pierres, souvenirs des anciens bâtiments ; comme l'entrepôt des douanes, la station de pompage, l'école polytechnique, la poste et tout ce qui donnait un visage à Kaboul. Au Zoo, quelques tigres espèrent le retour d'un chef de faction, celui qui leur a récemment jeté quatre prisonniers en pâture. Les humains, eux, crèvent de faim. Les vieux pleurent leurs enfants morts, les femmes courent après une boule de farine, les gosses ramassent des crottes de chameau comme combustible, les rares hommes sans kalachnikov sont condamnés à se taire. Les moujahidin ont réussi détruire la capitale qu'ils rêvaient de prendre. Au fait, qui envoie jusqu'à mille cinq cents roquettes par jour sur cette ville martyr ? Qui se bat contre qui ? Le document ne l'explique pas. On accuse pêle-mêle Hekmatiar l'intégriste, les bandits, les "voleurs d'uniforme", les faux-moudjahidin, et surtout les "étrangers". Tous les malheurs viennent de l'étranger. D'où ? On a du mal à le comprendre. On se bat, dit un homme armé, "parce que les Hazaras en veulent aux Ouzbeks ; les Ouzbeks aux Tadjiks ; les Tadjiks aux Pachtounes.." Il aurait fallu expliquer que cinq clans armés se disputent Kaboul ; certains aux ordres de l'Iran, d'autres sous contrôle saoudien ou pakistanais ; tous musulmans partisans d'une république islamique. Avec deux figures qui s'affrontent : Ahmad Shah Massoud, qui voudrait bien remettre un peu d'ordre dans ce chaos ; et son ennemi mortel, le fanatique Gulbuddine Hekmatiar, longtemps soutenu et surarmé par les Américains et qui, aujourd'hui, écrase religieusement la ville de toute la puissance de ses missiles. Compliqué ? Bien sûr. Mais l'histoire vaut bien un petit retour en arrière. Par exemple vers l'époque où tout était simple. Avec d'un côté, les vilains communistes ; de l'autre, les moudjahidin "combattants de la liberté", comme disait Ronald Reagan, forcément démocrates et pacifiques puisqu'ils luttèrent contre le diable rouge. Dommage que cette vision simpliste, résolument manichéiste, ait brouillé l'analyse politique. "Ces moudjahidin, libres, musulmans et pacifiques... N'ont-ils été que des fantômes ? " se demande Christophe de Pontfilly, effondré, en filmant le résultat de deux ans de guerres intestines. Il connaît très bien ce pays pour l'avoir parcouru pendant plus de dix ans. Trop bien ? Son reportage, à l'image de Kaboul, est décousu, éclaté, en morceaux. La caméra se veut impressionniste ; elle est écrasée par le sujet qu'elle devrait dominer. Le journaliste multiplie les références à son expérience personnelle, confesse sa désillusion. Les images sont livrées, nues, bout à bout, hors d'un contexte qui finit par nous échapper et commentées d'une voix profondément triste, presque intérieure, comme s'il se parlait à lui-même. Il faut beaucoup de courage pour promener une caméra occidentale aujourd'hui dans le chaos de Kaboul l'hostile ; pour retrouver Massoud, le héros aux visage vieilli et Hekmatiar, aussi doucereux que dangereux ; il faut, au reporter, beaucoup de conviction pour raconter un pays dont tout le monde se fout. Ce reportage est un témoignage inédit, de ceux qu'il faut voir. Reste que ce document a des allures d'adieux manqués. Comme avec un être cher, qu'on a beaucoup aimé mais qu'on ne comprend plus. Et à qui on n'a plus rien à dire.

## 8/ Photographies



Enfant tenant un miroir.  
Vallée du Panjshir



Héroïnomane.  
Kaboul



Force de l'Otan.



Scène de vie dans les lieux de toxicomanie.  
Kaboul.





Homme de 42 ans, mort d'une overdose.  
Cela faisait 22 ans qui se drogué.



Drogué venant prendre un repas chez Médecin du monde ou  
bien se faire soigner.



Les travailleurs sociaux de MDM à l'écoute.



Blessé Afghan lors d'un attentat.  
Hôpital Kaboul.





Forces de l'Otan, en région de Kapisa, Surobi.



Enfant jouant au cerf volant. Tradition encore actuelle. Les compétitions se jouent au mois de septembre.



Femme attendant son enfant. Maison des enfants à Kaboul.



Institut de musique Afghanes. Ce sont principalement des orphelins qui jouent. Kaboul. Durant le régime des talibans, l'institut a fermé ou existé de façon clandestine.



Institut de musique Afghane.



Interview de Nazim Jam dans la vallée de « Massoud ».



CICR. Programme orthopédique.  
Un jeune homme et son frère.  
Il a pris une mine.



Ecole en Afghanistan. Sourire.